

CONCOURS DES LIVRES CÉLÈBRES

Mercredi 30 avril, dernier délai pour les concurrents de l'Algérie, des pays hors de France, de l'Alsace-Lorraine (en raison des difficultés postales) et rive droite du Rhin.
Mercredi 7 mai, dernier délai pour les concurrents du Maroc et d'Orient.
A partir de demain, nous reprendrons dans nos pages intérieures, au « Courrier du Concours », la publication des avis généraux dont les concurrents doivent avoir connaissance, notamment le jury de contrôle, sa composition et sa réunion, nos opérations de dépouillement et de classement, etc.

DÉCLARATIONS DE M. WILSON : DÉPART DES DÉLÉGUÉS ITALIENS

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.078. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.
Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
20, rue d'Enghien, Paris.

JEUDI

24

AVRIL

1919

Si on ne voulait qu'être heureux, cela serait bientôt fait ; mais on veut être plus heureux que les autres, et cela est toujours difficile, parce que nous croyons les autres plus heureux qu'ils ne sont.
MONTESQUIEU.

LA RÉCEPTION DE L'AMIRAL BEATTY ET DE SES MARINS



LES AMIRAUX DE BON ET TYRWHITT, HIER MATIN, A LA GARE DES INVALIDES



LES MARINS BRITANNIQUES DÉFILENT SUR LE PONT ALEXANDRE-III



LES AMIRAUX DE BON, TYRWHITT, CLINTON, LEVESON



LE GÉNÉRAL BERDOULAT ET L'AMIRAL BEATTY



LE TAMBOUR-MAJOR, EN TÊTE DE LA MUSIQUE



L'AMIRAL BEATTY ARRIVE CHEZ LE G^{ral} BERDOULAT



LES OFFICIERS ÉCOUTANT « LA MARSEILLAISE »



LE GÉNÉRAL BERDOULAT ET L'AMIRAL BEATTY SE RENDENT A LA REVUE
Deux trains venus de Cherbourg et de Brest ont amené, hier, à la gare des Invalides, les marins britanniques qui viennent visiter Paris. Pour gagner le lycée Carnot, où ils sont cantonnés, ils défilèrent, acclamés par une foule nombreuse. L'après-midi, l'amiral Beatty, amiral en chef de la flotte britan-



LES ACCLAMATIONS DES « BLUE JACKETS », DANS LA COUR DES INVALIDES
nique, et le général Berdoulat, gouverneur militaire de Paris, les passeront en revue dans la cour des Invalides. A cinq heures du soir, l'amiral Beatty et ses officiers ont été reçus à l'Élysée. M. Raymond Poincaré a remis au chef de la flotte alliée les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur.

LA QUESTION DE L'ADRIATIQUE

IMPORTANTES DÉCLARATIONS DU PRÉSIDENT WILSON

Un accord n'ayant pu intervenir, les délégués italiens rompent les négociations, et M. Orlando part aujourd'hui pour l'Italie.

Le Bureau de presse des Etats-Unis nous communique la déclaration suivante du président Wilson :

Vu l'importance capitale des questions qui sont en jeu, et afin de jeter toute la lumière possible sur ce qui est touché par leur règlement, j'espère que la déclaration ci-dessous contribuera à la formation finale d'une opinion et à une solution satisfaisante.

Quand l'Italie est entrée dans la guerre, elle y est entrée sur la base d'un accord défini — mais confidentiel — avec la Grande-Bretagne et la France, accord actuellement connu sous le nom de « pacte de Londres ». Depuis ce temps, tout l'aspect des négociations a été changé. Beaucoup d'autres puissances, grandes et petites, sont entrées dans la lutte, sans avoir connaissance de l'accord confidentiel. L'empire austro-hongrois, alors ennemi de l'Europe, et aux dépens de qui le pacte de Londres devait se réaliser en cas de victoire, est tombé en pièces et n'existe plus. Il y a plus. Les différentes parties de cet empire — l'Italie et tous ses associés en conviennent à présent — doivent être érigées en Etats indépendants et être associées en une Ligue des Nations, non pas avec les Etats qui furent récemment nos ennemis, mais avec l'Italie elle-même et avec les puissances qui étaient aux côtés de l'Italie dans la grande guerre de la liberté.

Nous allons établir leur liberté aussi bien que la nôtre. Ils seront du nombre des Etats plus petits dont les intérêts devront désormais être aussi scrupuleusement garantis que les intérêts des Etats les plus puissants.

La guerre a été terminée, il faut le dire, en proposant à l'Allemagne un armistice et une paix qui devaient être fondées sur certains principes clairement définis, destinés à établir un nouvel ordre de droit et de justice. C'est sur ces principes que la paix avec l'Allemagne a été, non seulement conclue, mais formulée. C'est sur ces principes qu'elle sera exécutée. Nous ne pouvons pas demander à cette grande assemblée des puissances, au moment où elle propose, et fait une paix avec l'Autriche, d'établir, sur des principes d'un autre genre, une nouvelle base pour l'indépendance et le droit dans les Etats qui constituaient originellement l'empire austro-hongrois et dans les Etats du groupe des Balkans.

L'édifice de la paix

Nous devons appliquer à l'organisation de l'Europe, dans ces régions, les principes que nous avons appliqués dans la paix avec l'Allemagne. C'est sur la reconnaissance explicite de ces principes que l'initiative de la paix a été prise. C'est sur eux que l'édifice entier de la paix doit reposer.

Si ces principes doivent être respectés, Fiume doit servir de débouché au commerce d'exportation et d'importation, non pas de l'Italie, mais des territoires situés au nord et au nord-est de ce port : la Hongrie, la Bohême, la Roumanie et les Etats du nouveau groupement yougo-slave.

Attribuer Fiume à l'Italie serait créer le sentiment que nous avons délibérément mis ce port, pour tous ces pays dépendant principalement pour leur accès à la Méditerranée, entre les mains d'une puissance dont ils ne faisaient pas partie intégrante et dont la souveraineté, si elle y était établie, était, inévitablement, étrangère, et non pas indigène ni identifiée à la vie commerciale et industrielle des régions que ce port doit desservir. C'est pour cette raison, sans nul doute, que Fiume ne fut pas incluse dans le pacte de Londres, mais y fut, définitivement, attribuée aux Croates.

Et la raison pour laquelle la ligne indiquée dans le pacte de Londres suivait irrégulièrement un grand nombre d'îles de la côte orientale de l'Adriatique, et la portion de la côte dalmate qui se trouve plus exposée à la mer, n'était pas cette ligne, dans ces îles, sur cette côte, et de là, des groupements de peuples de sang italien et d'attachés italiens, mais aussi, et principalement, parce qu'on sentait qu'il était nécessaire que l'Italie ait un point d'appui au milieu des canaux de l'Adriatique orientale, afin de pouvoir assurer la sécurité de ses propres côtes contre une agression navale de l'Autriche-Hongrie.

« L'Autriche-Hongrie n'existe plus »

Mais l'Autriche-Hongrie n'existe plus. Il est proposé que les fortifications que le gouvernement autrichien a construites dans ces régions soient rasées et définitivement détruites. Le nouveau plan destiné à établir l'ordre en Europe, qui a pour centre la Ligue des Nations, implique aussi que les nouveaux Etats qui seront établis dans cette région acceptent une limitation des armements qui rendra impossible une agression. Il ne peut y avoir aucune crainte d'un traitement injuste des groupes de peuples italiens dans ces régions parce qu'une sanction internationale fournira des garanties adéquates que toutes les minorités de races et de nationalités jouiront d'un traitement égal et équitable. En résumé, toute question en relation avec ce règlement revêt un nouvel aspect, nouvel aspect qui lui a été donné par la victoire même du droit, pour laquelle l'Italie a fait les suprêmes sacrifices de sang et d'argent. L'Italie, aux côtés des quatre autres grandes puissances, est devenue une des principales gardiennes du nouvel ordre, à l'établissement duquel elle a pris une part si honorable.

Au nord et au nord-est, ses frontières naturelles sont entièrement reconstituées, ainsi que sur toute l'étendue des Alpes, depuis le nord-ouest jusqu'au sud-est, et à l'extrémité de la péninsule de l'Istrie, embrassant tout le grand versant sur lequel se trouve Trieste et Pola et tous les beaux pays que la nature elle-même a orientés vers la grande péninsule dans laquelle le peuple latin a élaboré sa personnalité historique à travers les siècles, depuis le jour où Rome fut fondée sur les Sept Collines. Son ancienne unité est restaurée ; ses lignes sont étendues jusqu'aux grandes murailles qui constituent sa défense naturelle. C'est à elle de décider si elle veut être entourée d'amis, si elle veut montrer aux peuples nouvellement affranchis sur l'autre rive de l'Adriatique cette qualité, la plus noble de toutes : la grandeur d'âme, la magnanimité, la générosité.

LE POINT DE VUE DU PRÉSIDENT WILSON

1° L'Italie est entrée dans la guerre sur la base du « pacte de Londres », que les circonstances ont modifié ;

2° L'Autriche-Hongrie, aux dépens de qui le pacte devait se réaliser, n'existe plus, et les différentes parties de cet empire doivent être érigées en Etats indépendants associés à la Ligue des Nations, dont fait partie l'Italie même ;

3° Fiume, réclamée par l'Italie, doit servir de débouché, non au commerce de ce pays, mais à celui de la Hongrie, de la Bohême, de la Roumanie et de la Yougo-Slavie ;

4° Les fortifications construites

dans la région de l'Adriatique devant être rasées, et les nouveaux Etats devant accepter une limitation d'armements qui rende, de leur part, toute menace inopérante, l'Italie n'a plus besoin de garanties contre une agression ;

5° L'ancienne unité de l'Italie est restaurée jusqu'aux grandes murailles qui constituent sa défense naturelle ;

6° L'Amérique est l'amie de l'Italie, mais il importe que le règlement des intérêts du monde nouveau rende la paix absolument sûre. L'Amérique croit que c'est seulement sur ces principes que l'Italie lui demandera de faire la paix.

amicale, la préférence accordée à la justice sur l'intérêt.

Les nations associées avec elle, — les nations qui ne savent rien du pacte de Londres ou de tout autre accord spécial placé à l'origine de cette grande lutte, et qui ont accompli leur suprême sacrifice, elles aussi, non en songeant à l'intérêt de leur profit national ou de leur protection, mais à l'intérêt de la paix stable du monde, — sunissent maintenant avec celles qui ont été ses premières associées, en la présence de se mettre à la tête d'un mouvement qui ne saurait prêter à équivoque dans le nouvel ordre de l'Europe.

L'Amérique est l'amie de l'Italie, dont le peuple lui est arrivé, par millions, des beaux pays italiens. Elle est liée à la nation italienne par le sang, aussi bien que par le sentiment. De tels liens ne peuvent jamais être rompus. Et l'Amérique a eu le privilège, grâce au mandat généreusement confié à elle par ses associés dans la guerre, de prendre l'initiative de la paix que nous sommes en train d'achever — de l'achever sur des bases qui ont été formulées elle-même, et pour lesquelles elle a été son porte-parole. Elle est dans l'obligation d'accorder avec ses principes toutes les décisions auxquelles elle participe. Elle ne peut rien faire d'autre. Elle a confiance en l'Italie, et dans sa confiance elle croit que l'Italie ne lui demandera rien qui ne puisse être mis indubitablement en conformité avec ces obligations sacrées. Il ne s'agit pas, maintenant, de questions d'intérêt, mais des droits des peuples, d'Etats jeunes ou anciens, de peuples libres et de peuples que leurs dirigeants n'ont jamais jugés dignes d'un régime de droit ; par-dessus tout, il est question du droit du monde à la paix et à un règlement d'intérêts tel qu'il rende la paix absolument sûre.

Tels, et tels seulement, sont les principes pour lesquels l'Amérique a combattu. Tels, et tels seulement, sont les principes sur lesquels elle peut consentir à faire la paix. Elle espère et croit que ce sera seulement sur ces principes que le peuple d'Italie lui demandera de faire la paix. — Woodrow Wilson.

La délégation italienne quitte Paris

M. Orlando, président du Conseil d'Italie, a adressé, hier soir, une lettre à M. Clemenceau, président de la Conférence de la paix, où il l'informe qu'à la suite de la déclaration du président Wilson la délégation italienne a décidé de quitter Paris aujourd'hui, à 14 heures.

Les deux thèses

Un incident grave a marqué la journée d'hier à la Conférence de la paix. Nous souhitions la conciliation entre les Italiens et Yougo-Slaves ; elle n'a pas été réalisée. Et M. Orlando, rompant la discussion, repartira aujourd'hui pour l'Italie. La cause immédiate de la rupture est

l'irréductible opposition du président Wilson aux revendications formulées par notre alliée latine à l'égard tant de la côte dalmate que de la ville de Fiume. Les raisons du refus américain de donner son adhésion au point de vue italien ont été exprimées par M. Wilson lui-même dans un document dont les termes sont aussi fermes que précis. Et leur conclusion est que, d'une part, Fiume doit servir de débouché sur la mer exclusivement aux nationalités reconstituées par la disparition de l'Autriche-Hongrie et que, d'autre part, le nouveau plan destiné à établir l'ordre en Europe rend inopérant le pacte d'alliance entre la France, l'Angleterre, l'Italie et la Russie, signé à Londres en 1915, ce pacte reposant sur la notion d'une puissance qui a cessé d'exister. Rappelons qu'il attribue à l'Italie l'Istrie et une partie de la Dalmatie, sans Fiume.

A ces raisons, l'Italie oppose les siennes : d'abord un traité a été signé d'après lequel les cocontractants se sont engagés à ne pas faire la paix séparément et se sont reconnus des avantages respectifs, et ce traité ne saurait devenir caduc sans une renonciation simultanée de toutes les parties à ses clauses. Ensuite, Fiume est une ville dont l'italianité est incontestable et, par ce caractère, fait jouer en faveur de l'Italie le principe wilsonien des nationalités.

On voit quel abîme sépare les deux thèses. A-t-on tenté de le combler ? Oui, et ce fut l'effort de cette dernière semaine de négociations pénibles, dont nous avons marqué les étapes en laissant entrevoir la difficulté exceptionnelle de la situation.

Sur les propositions et contre-propositions qui ont été échangées, aucune information précise n'a été donnée. On en est réduit aux conjectures, mais à des conjectures qu'une vraisemblance justifiée rapproche très sensiblement de la réalité.

Nous pouvons donc imaginer, sans commettre une erreur appréciable, qu'en échange de la disposition du pacte de 1915 les Américains ont dû proposer de faire de Fiume une ville libre sous la souveraineté yougo-slave, et d'attribuer aux Yougo-Slaves la côte dalmate et à l'Italie les quatre grandes îles, dites de sécurité, qui s'échelonnent le long de cette côte.

Les Italiens, puis-ils maintiennent toute sa force et toute sa vitalité au pacte de Londres, n'auraient pu accepter un tel projet. On dit qu'ils auraient présenté, sans succès d'ailleurs, la formule suivante : Fiume italien ainsi que les îles à intérêt stratégique, la côte dalmate incorporée à la Yougo-Slavie, à l'exception toutefois des deux villes de Jara et de Sebenico, à l'italianité reconnue. Ces deux villes seraient remises à la Société des Nations, qui déléguerait à l'Italie son mandat de souveraineté limitée.

Les indications précédentes, nous le répétons, tiennent autant de l'hypothèse que de l'objectivité d'un fait. Quelles qu'elles soient, nous les donnons en souhaitant qu'il ne s'agisse dans l'incident d'hier que d'une vicissitude passagère, fatalement inhérente à la formidable œuvre de reconstruction

mondiale que l'on tente à l'heure actuelle. Et cela s'impose d'autant plus que nous sommes à la veille du jour où la délégation de l'Allemagne arrivera à Versailles.

JEAN MENEVÉ

Le maréchal Foch a conféré

avec le général Diaz

Hier matin, à 10 h. 35, le maréchal Foch s'est rendu à l'hôtel Edouard-VII, pour conférer avec le général Diaz.

M. Barzilai chez M. Clemenceau

M. Barzilai, délégué italien à la Conférence de la paix, a rendu visite hier matin à M. Clemenceau.

Au comité des « Cinq »

Le Comité des « Cinq » a examiné hier : 1° la question de la rédaction des clauses coloniales des préliminaires de paix ; 2° la question de Teschen ; la tendance actuelle est de s'en remettre aux intérêts eux-mêmes — c'est-à-dire les Polonais et les Tchéco-Slovaques — pour réaliser un accord définitif. Les deux parties négocieront directement entre elles.

La question de Kiao-Tchéou

Il ne semble point que la délégation japonaise ait accepté de faire des concessions sur ses revendications. Elle les maintient inchangées, et il se pourrait que l'on se trouvât, de ce chef, en face de difficultés sérieuses.

Les délégués allemands

n'arriveront pas avant le 1^{er} Mai

Le gouvernement allemand a fait savoir officiellement que ses plénipotentiaires ne partiront pas de Berlin avant le 28 avril, et qu'ils pourront être à Versailles, pour recevoir le texte des préliminaires de paix, au plus tôt le 1^{er} mai.

Il annonce également que sept journalistes accompagneront les délégués.

Les pouvoirs de la délégation

Le gouvernement allemand a fait savoir aux gouvernements alliés l'autorisation de l'envoi immédiat de trois délégués, sous la conduite de M. Wachenbors, en vue de procéder aux préparatifs d'installation de la délégation allemande à Versailles.

Ce détachement va arriver incessamment à Versailles, venant de Spa. Il sera composé de von Wachenbors, conseiller d'ambassade ; Walter, inspecteur des postes ; Vunker, fonctionnaire du ravitaillement.

LA QUESTION D'UNE ALLIANCE

anglo-franco-américaine

Une déclaration du président Wilson

WASHINGTON, 23 avril. — M. Wilson a répondu à une question concernant son attitude vis-à-vis d'un projet d'alliance défensive entre la Grande-Bretagne, la France et les Etats-Unis que jamais il ne ferait quoi que ce fut qui pût nuire à la Ligue des Nations, en se mettant en contradiction avec son principe fondamental d'une manière ou d'une autre.

L'Amérique renforce ses garnisons du Pacifique

New-York, 23 avril. — A la suite des échauffourées qui ont eu lieu récemment entre Américains et Japonais en Chine et en Corée, le département de la Guerre a donné l'ordre de mobiliser une armée de 10.000 hommes afin de renforcer les garnisons américaines aux Philippines, en Chine, à Hawaï, et dans la zone du canal de Panama.

L'ENTENTE CORDIALE

PARIS ACCLAME LES MARINS ANGLAIS

L'amiral sir David Beatty remercie la France de l'accueil enthousiaste qu'elle a réservé à la flotte britannique.

Nous avons pu joindre l'amiral sir David Beatty, à l'hôtel Meurice, à l'Instant précis de son retour au Palais de l'Élysée, où le président de la République venait de lui remettre la grand-croix de la Légion d'honneur.

L'amiral, de taille moyenne, svelte et dégagée, paraît d'une merveilleuse jeunesse. Son masque émancipé, son air, son ensemble singulièrement à celui du Napoléon de Sainte-Hélène, brun et hâlé par le vent du large. Le ruban écarlate, en sautoir sur la vareuse, accentue encore cette ressemblance étrange.

Je suis assez fatigué de ma journée, nous dit en souriant sir David Beatty, et mes impressions sont trop vives et confuses encore pour que je puisse répondre à vos questions.

En ce qui me concerne, je suis enchanté de me trouver à Paris, et je considère que l'accueil enthousiaste qui m'a été fait, et la haute distinction que j'ai reçue, sont moins allés à ma personne qu'à la marine britannique tout entière.

Mon plaisir n'eût pas été aussi vif si je n'avais vu mes braves marins à mes côtés et aux côtés de vos vaillants soldats. Ils furent assez longtemps à la peine pour être à l'honneur, et leur héroïsme de toutes les minutes a bien mérité les ovations de votre grand peuple.

LE GOUVERNEUR MILITAIRE DE LA CAPITALE A SALUÉ AUX INVALIDES LA GLORIEUSE ARMÉE DE MER DU ROYAUME-UNI

Le président de la République a remis à l'amiral les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur.

Dès 9 heures du matin, la foule envahissait hier, la gare des Invalides, toute frissonnante des couleurs anglo-françaises.

Sur les quais, les personnalités officielles : MM. William Martin, représentant le président de la République ; Peuch et Chassaing-Goyon, au nom du Conseil général et du Conseil municipal ; le général Pillot, envoyé par le gouverneur militaire ; les amiraux de Bon et Tracou, représentants du ministre de la Marine ; les généraux anglais Wilson, O'Brien, Henderson, etc., etc. Une compagnie du 104^e régiment d'infanterie, avec musique, rend les honneurs.

Les deux trains venant de Brest et de Cherbourg arrivent vers 9 h. 30, tandis que retentissent les hymnes nationaux.

Les amiraux Tyrwhitt, Leveson et Clinton Baker sont accueillis, à leur descente de wagon, par les amiraux de Bon et Tracou, qui s'entretiennent quelques instants avec eux.

Les marins se rendent au lycée Carnot

Le défilé des marins britanniques, par la Concorde, la rue Royale, la place de la Madeleine et le boulevard Malesherbes, n'est qu'une ovation ininterrompue.

Arrivés au lycée Carnot, où ils seront hébergés pendant leur séjour à Paris, nos vaillants amis et alliés sont ravis de trouver, dans le hall de gymnastique, transformé en réfectoire, un déjeuner substantiel, auquel ils font le plus grand honneur.

Après de chaque assiette, on a eu l'attention de placer une formule de bienvenue, un plan de Paris, une cocarde aux couleurs anglo-françaises, une pochette de cartes postales souvenirs, des gravures représentant les marchés de France... enfin, un programme du séjour des marins à Paris.

A l'issue du déjeuner, ils se sont rendus aux Invalides, où était attendu l'amiral sir David Beatty.

La prise d'armes aux Invalides

L'amiral sir David Beatty, qui était attendu dans la matinée à l'hôtel Meurice, n'est revenu qu'à 2 h. 1/2 de Chantilly, où il était l'hôte du maréchal Pétain.

Il s'est aussitôt rendu aux Invalides, où il a été reçu par le général Berdoulat, gouverneur militaire de Paris, entouré de ses officiers d'état-major.

Dans une chaleureuse allocution, le général Berdoulat a souhaité la bienvenue à l'amiral Beatty, en qui il salue la grande et glorieuse marine anglaise.

Pendant plus de quatre ans, dit-il, la Légion d'honneur.

Pour commandeur :

Vice-amiral Leveson, commandant la 2^e escadre de la grande flotte, commandant la division « Orion » à la bataille du Jutland ; Vice-amiral sir de Beauvoir-Brook, chef d'état-major de la grande flotte ; Contre-amiral Clinton-Baker, commandant les chalutiers de la mer du Nord.

Pour officier :

Commodore Tweedie, commandant les flottilles de la grande flotte ; Capitaine Loring ; Capitaine Mac-Lean, commandant la flottille des destroyers de Harwich.

Pour chevalier :

Commander Howard, officier du protocole anglais.

Croix de guerre :

Contre-amiral Hope, commandant la Queen-Elizabeth aux Dardanelles ; Capitaine Fuller, commandant les forces navales britanniques au Cameroun.

La réception à l'Élysée

A 5 heures, l'état-major de la « grande flotte » a été reçu à l'Élysée par le président de la République, M. Poincaré, et l'amiral sir David Beatty la grand-croix de la Légion d'honneur. Dans une éloquente allocution, il dit combien il était heureux de pouvoir célébrer la fête nationale de l'Angleterre en même temps que la fête personnelle de S. M. le roi George. Il exprime, en particulier, ses chaleureux compliments à sir David Beatty, qui, après avoir commandé les croiseurs de bataille et toutes les forces engagées dans les brillantes actions de Helligoland et de Dogger-Bank, après avoir livré et gagné l'héroïque combat de Jutland, est resté, jusqu'au 7 avril dernier, commandant en chef de la grande flotte, et a montré, pendant toute la guerre, les plus belles qualités de marin.

Après la remise de la décoration, qui a eu lieu dans la grande salle des fêtes, en présence des officiers de la marine britannique et de la marine française, la musique de la garde républicaine a joué l'hymne national anglais.

Le Palais de la danse chez Cima (Champs-Élysées) est ouvert. On y trouvera les plus belles salles, les meilleurs orchestres et jazz-band de tout Paris, le célèbre Lombard et son orchestre, ainsi que les plus réputés professeurs de danse.



PHOTOGRAPHIES PRISES A SAINT-RAMBERT-D'ALBON (DROME) PAR LE CORRESPONDANT SPECIAL D'EXCELSIOR

En haut : l'appareil photographique après sa chute. Au premier plan, les échelles du vignoble dans lesquels il est venu buter. — En bas, de gauche à droite : le corps de Jules Védrines et le corps du mécanicien Guillain exposés dans la salle de la mairie à Saint-Rambert-d'Albon.

L'HOMME CÉLÈBRE

DÉSORMAIS EST

PIERRE BENOÎT

L'AUTEUR DE L'ATLANTIDE

Ayuntamiento de Madrid

LES CONTES D'EXCELSIOR

REVECEUR

PAR HORACE VAN OFFEL

Mon ami Jean Reveceur n'était pas un quelconque. Il n'y avait pas moyen d'être un plus beau type de soldat.

Il nous étudia ensemble à l'Ecole militaire de l'ant. Les fenêtres de notre chambre sur une vallée de roches, dont les pentes surplombaient les eaux limpides de la Meuse. La plupart de ces rochers étaient d'anciens châteaux des comtes de Reveceur. On y avait habité, on y avait vécu, on y avait aimé et on y avait souffert. C'était une belle et terrible légende illustrée par les faits.

On contait que, la forteresse étant tombée, la châtelaine préféra se jeter du haut du donjon dans le fleuve plutôt que de tomber entre les mains du vainqueur.

On entra à l'école, Jean montra des qualités admirables pour le métier militaire. Il était brave, bien pris de corps, il se distinguait à la salle d'armes. J'étais son voisin.

Le dimanche, nous faisions de longues promenades dans les environs de Dinant. C'était un pays très agréable. Cependant, nous étions tous deux de caractère très différent. Il était sérieux, presque dévot, moi, j'étais plus libre, plus enjoué.

Un jour, nous étions allés à la messe. Mais, dès que nous étions sortis de l'église et que nous avions dépassé les dernières maisons de la ville, il se livrait à ses mauvais instincts. Il décapait les fleurs à coups de badine, entraînait les taupes, les lézards, les hérissons et les bestioles pour les tuer et les soumettre à des tortures raffinées et féroces.

Un jour, nous étions montés jusqu'au château de Reveceur, nous nous assîmes sur un banc de pierre. Reveceur me jeta un regard irrité et tira sa langue.

« Voilà, dis-je, une action aussi stupide que celle que tu viens de faire. »

« Ceci, fit-il, te coûtera une bonne balafre sur la figure. Allons, en garde... »

« Tu es décidément fou... »

Il me marcha sur moi en exécutant des mouvements enragés. Je fus contraint de me défendre. Reveceur me pressa si vivement que je dus pas en arrière. Ces vieilles fortifications pleines de traquenards. Tout à la fois, la terre manqua sous mes pieds et je me trouvai dans une douve profonde de trois mètres.

Il demeura étendu sur le dos, le bras tendu et sans donner signe de vie.

Je repris connaissance, j'aperçus Reveceur agenouillé à côté de moi. Il priait et murmurait des prières.

« Non, non, tu ne sais pas, s'écria-t-il, un avertissement du ciel ! Je ne suis pas un homme. Mon père est un petit bourgeois de village. Je voulais devenir prêtre, j'ai toujours été un bon élève... mais mon père s'y est opposé. C'est lui qui m'a mis cette folie en tête. »

« Part notre nom, rien ne prouve notre parenté avec cette illustre famille. Seulement, mon père est un original, un entêté. Il proclame que tu es digne de ses aïeux... »

« Et moi, j'en suis sûr. »

« Pour être digne de ses aïeux, un homme doit porter l'armure et l'épée ! »

« Et moi, j'en suis sûr. »

« Envoie dans un régiment de ligne ! C'est là que tu pourras servir ton pays. N'as-tu pas de la poudre ? »

« C'est lui qui m'a mis cette folie en tête. »

« Part notre nom, rien ne prouve notre parenté avec cette illustre famille. Seulement, mon père est un original, un entêté. Il proclame que tu es digne de ses aïeux... »

« Et moi, j'en suis sûr. »

« Pour être digne de ses aïeux, un homme doit porter l'armure et l'épée ! »

« Et moi, j'en suis sûr. »

« Envoie dans un régiment de ligne ! C'est là que tu pourras servir ton pays. N'as-tu pas de la poudre ? »

« C'est lui qui m'a mis cette folie en tête. »

« Part notre nom, rien ne prouve notre parenté avec cette illustre famille. Seulement, mon père est un original, un entêté. Il proclame que tu es digne de ses aïeux... »

« Et moi, j'en suis sûr. »

« Pour être digne de ses aïeux, un homme doit porter l'armure et l'épée ! »

« Et moi, j'en suis sûr. »

« Envoie dans un régiment de ligne ! C'est là que tu pourras servir ton pays. N'as-tu pas de la poudre ? »

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

LA QUESTION DE L'ADRIATIQUE

LA RÉPONSE DE M. ORLANDO AUX DÉCLARATIONS DE M. WILSON

« Après la déclaration du président Wilson, dit-il, nous devons cesser de collaborer aux travaux de la Conférence, puisque l'espoir nous était enlevé de voir régler à l'amiable le problème italien. »

Interviewé dans la soirée, M. Orlando a fait la déclaration suivante :

« Vous comprendrez certainement la réserve à laquelle je suis tenu en ce moment d'une pareille gravité. La déclaration du président Wilson survenant inopinément à l'heure même où nous tentions un suprême effort de conciliation dans la loyauté et la confiance, nous a causé, à moi comme à tous mes collègues italiens, la plus profonde surprise. »

« Dans de telles conditions, nous ne pouvions prendre d'autre décision que celle à laquelle nous nous sommes arrêtés : cesser de collaborer aux travaux de la Conférence, puisque l'espoir nous était enlevé de voir régler à l'amiable le problème italien. »

« D'ailleurs, ajouta M. Orlando, je vais, à mon tour, exposer notre point de vue, de même dans un message au peuple italien. »

« Et le président du Conseil conclut sur ces mots : »

« Je n'ai jamais recherché les avants de la foule. Quand je suis venu à Rome, après l'armistice, une grande démonstration avait été préparée en mon honneur. J'ai fait arrêter le train aux portes de Rome et je suis rentré chez moi en auto sans me faire voir. Mais, cette fois, je me montrerai au peuple, comme j'en ai le devoir, et il se prononcera... »

Déclarations de M. Barzilay

Si les délégués italiens doivent partir au jour d'hui, à 2 heures de l'après-midi, M. Orlando et Barzilay n'ont pas l'intention de quitter Paris avant ce soir. El M. Sonnino restera encore quelques jours dans la capitale pour liquider la situation.

M. Orlando se rendra directement à Rome et exposera les événements au Parlement. M. Barzilay nous a déclaré, hier soir, qu'il proposait de la question de Fiume, les délégués italiens étaient certains d'avoir derrière eux tous leurs compatriotes.

« Nous avions, a-t-il dit, fait de grandes concessions et accepté l'internationalisation de Fiume. Nous pensions être d'accord en cela avec les populations yougo-slaves. Et nous avions rendez-vous à 5 heures, hier soir, pour nous entretenir de ce sujet, lorsque nous avons connu, par les journaux, la déclaration de M. Wilson, qui nous a surpris bien vivement. »

« Nous n'avions pas d'autre décision à prendre que celle que vous connaissez. »

L'émotion est vive en Italie

Rome, 23 avril. — Depuis plusieurs jours déjà, une vive agitation règne en Italie à propos de la discussion, devant la Conférence de la paix, des revendications italiennes.

Le point de départ de cette agitation a été la manifestation de l'Augusteum, le 16 avril, où, après une conférence de M. Benelli, 10.000 personnes ont réclamé, pour l'Italie, Fiume et la Dalmatie, et il faut voir une nouvelle expression de la volonté populaire.

L'armée polonaise entre à Vilna

VARSOVIE, 23 avril. — Les premières troupes polonaises entrant à Vilna étaient formées par la cavalerie sous les ordres du lieutenant-colonel Belinus.

La lutte a continué dans les rues de la ville, où les bolcheviks locaux avaient organisé une résistance désespérée.

Le chef de l'Etat Pilsudski et le général Szeptycki, commandant le front lithuanien, ont fait leur entrée samedi soir. Ils ont été reçus par des acclamations enthousiastes. Les combats principaux ont été la prise de Lida, celle de Baranowitz et celle de Vilna ; ces combats ont été très acharnés.

« Une armée bien exercée, bien équipée, et surtout riche en mitrailleuses, couvre la retraite des bolcheviks, offrant une résistance en toute occasion. »

Bela Kun propose qu'une mission alliée se rende à Budapest

BALE, 23 avril. — On mande de Budapest : En réponse au télégramme de M. Balfour relatif à la représentation des intérêts matériels des ressortissants étrangers vivant en Hongrie, Bela Kun a fait parvenir une dépêche disant que le gouvernement hongrois accepte pleine et entière responsabilité au sujet des mesures concernant ces intérêts.

Bela Kun propose qu'une commission économique de l'Entente soit envoyée à Budapest afin de négocier et de liquider cette question.

Sur le front russe

L'AVANCE DES SIBÉRIENS CONTINUE

Londres, 23 avril. — L'agence Reuter apprend d'Omsk que les Sibériens se sont emparés de la ville d'Izhevsk, après un violent combat, ainsi que des villes de Bogoulima et de Bourguislav.

A Sarapul, les Sibériens ont fait 25.000 prisonniers.

Une employée des postes est décorée de la médaille militaire

Est inscrite au tableau spécial de la médaille militaire.

Mlle Marguerite Coragioti, du service télégraphique d'une armée, avec la citation suivante :

« Dame téléphoniste, employée au Central de l'état-major d'une armée, courageuse et dévouée. Restée volontairement à Châlons, malgré de fréquents bombardements, pour continuer à assurer son service, a été grièvement blessée par une bombe d'avion, dans la nuit du 31 juillet au 1^{er} août 1918 (déjà citée). »

AROME PATRELLE

dans l'envoi à M. Orlando, aujourd'hui, d'un télégramme signé de 208 sénateurs et 320 députés et insistant sur les revendications territoriales de l'Italie.

Hier encore, dans les cercles politiques les plus sérieux, on attendait l'affirmation des droits de l'Italie, même au prix d'une rupture, et il y avait, à cette éventualité, un plein consentement.

Aujourd'hui, à Rome, à Milan, et dans toutes les grandes villes de l'Italie, l'agitation a été considérable. La foule a stationné longtemps devant les rédactions des journaux, demandant la communication des nouvelles de Paris, dont chacun pressentait l'importance.

Un télégramme de M. d'Annunzio à M. Orlando

ROME, 23 avril. — M. d'Annunzio a adressé aujourd'hui, à M. Orlando, à Paris, le télégramme suivant :

« Toute la nation, vraie et sincère, soutient votre fermeté, parce qu'elle sait que seulement dans votre fermeté est son salut présent et futur. Sa foi est toujours en armes contre les haines conjurées et attend que l'action des chefs ne contrarie pas l'heureux destin. »

Pendant ces quelques derniers jours, plus de 12.000 télégrammes ont été adressés à M. Orlando de tous les points de l'Italie pour lui demander de soutenir jusqu'au bout les droits de la nation.

Commentaires de la presse italienne

ROME, 23 avril. — Le *Corriere d'Italia* constate que la dépêche envoyée par les parlementaires italiens à M. Orlando porte les signatures d'hommes politiques de tous les partis. Cette unanimité correspond à l'unité d'opinion du pays réclamant la réalisation du minimum de nos revendications. Le journal relève que les plénipotentiaires italiens n'ont pas encore quitté Paris, mais cette hypothèse doit être considérée comme invraisemblable, si les Alliés ne modifient pas leur attitude, qui blesse très vivement le sentiment des Italiens.

L'*Epoca* constate que le moment est grave.

Le *Giornale d'Italia* dit : « L'unité de l'Italie n'est pas une chose négligeable, ainsi qu'aurait l'air de le croire ceux qui voudraient nous épouvanter avec le fantôme de l'isolement, oubliant trop vite en vérité que, sans cette unité, les affaires de ces cinq dernières années auraient bien marché différemment. »

L'*Idea Nazionale* dit : « Les Italiens, résumant l'esprit du rigorisme, se serrent autour de leur députation ; le roi, le peuple, les partis de gouvernement et les partis d'opposition ne forment qu'un seul corps, d'une seule âme. Il faut attendre avec discipline, agir avec fermeté, et lorsque l'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

« L'heure sonnera, user avec énergie. »

EN ALLEMAGNE

LA VILLE DE MUNICH SERAIT TRANSFORMÉE EN "MAISON DE FOUS"

Des escarmouches se livrent près de la capitale bavaroise, où l'entente ne règne pas.

BALE, 23 avril. — La *Gazette de Francfort* dit que des divergences de vues se sont produites à Munich entre les chefs indépendants Toller et Klingenhof, d'une part, et les communistes Lewin et Levine d'autre part. Le différend a éclaté avant-hier, dans la séance des conseils, qui a duré jusqu'au matin.

L'assemblée a pris, à une énorme majorité, parti pour Toller.

Au cours de la nuit dernière, la population a été de nouveau troublée par des combats ; des coups de feu ont été tirés, une escarmouche avec les troupes gouvernementales a dû se produire aux environs de Amersee. Les tramways ne circulent pas.

La situation à Augsbourg

BALE, 23 avril. — On mande d'Augsbourg : Les troupes gouvernementales sont maîtresses de la situation à Augsbourg. Les faubourgs de Wertach et d'Oberhausen se sont rendus.

Troubles à Hambourg

BALE, 23 avril. — On télégraphie de Berlin : De nouveaux troubles sont signalés à Hambourg ; dans la journée de dimanche on entendit à plusieurs reprises de violentes fusillades. Le soir, une bande d'émeutiers attaqua le poste de police de la Davidstrasse ; ils furent repoussés par un feu nourri.

La capitale bavaroise est une "maison de fous"

BALE, 23 avril. — On mande de Berlin : Selon les rapports d'un socialiste majoritaire communiqué au gouvernement, dans la séance de la Diète, la situation à Munich se présente comme suit :

La misère, la terreur, le pillage, le vol, les actes de violence et de meurtre sont la conséquence de la domination de quelques jours des bolcheviks.

Les enfants, les malades, les orphelins et les femmes meurent de faim ; les paysans refusent de livrer les denrées alimentaires à la « maison de fous » qu'est devenue Munich.

LA LOI DE HUIT HEURES EST DÉFINITIVE

Elle pourra être promulguée avant le 1^{er} mai, le Sénat ayant voté sans modification le texte adopté par la Chambre.

Le Sénat a voté hier le projet de loi relatif à la journée de huit heures.

Comme nous l'avons dit hier, sa commission lui proposait d'accepter le texte voté par la Chambre, de manière à permettre la promulgation prochaine de la loi.

Après quelques observations de M. Dominique Delahaye et une brève réponse de M. Paul Strauss, le rapporteur, président de la commission, présenta la loi de huit heures comme un des effets de la guerre qui vient de remuer le monde.

Après une brève intervention de M. Colliard, ministre du Travail, on passa aux articles qui furent adoptés sans modification.

L'ensemble voté, le Sénat décida de s'occuper après-midi, pour attendre le projet sur la protection des appellations d'origine que la Chambre doit examiner ce matin.

M. Goutchkof à Paris

L'ancien ministre de la Guerre de Russie accompagné en France une mission de la Croix-Rouge russe.

Une mission de la Croix-Rouge russe vient d'arriver à Paris sous la conduite de M. A. Goutchkof, ancien président de la Douma et ancien ministre de la Guerre sous le gouvernement provisoire. Cette mission, qui arrive d'Odessin, a pour but de s'occuper de l'appariement des prisonniers russes qui, libérés par les empires centraux, sont actuellement chez nous.

M. Goutchkof soumettra prochainement un plan d'ensemble à l'approbation des Alliés.

NOUVELLES BRÈVES

Le *Journal officiel* publie ce matin une loi portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes appartenant à des Alsaciens et des Lorrains, des prisonniers de guerre et des habitants des régions libérées.

Par ordre du gouvernement militaire de Paris, notre confrère *l'Intransigeant* a été saisi pour avoir reproduit un article du *Daily Mail*.

Les obsèques de Védérine et de Gaillard auront lieu, aujourd'hui, à Saint-Rambert-d'Albon, et samedi à Paris.

M. Ruch, évêque de Nancy, est nommé à l'évêché de Strasbourg, et M. Pelt, vicaire général, est nommé à celui de Metz.

M. Roger Gergerie, sous-préfet de Pont-Audemer, est décédé, hier, dans sa famille, en Dordogne.

Le général Nivelle, commandant en chef les troupes de l'Afrique du Nord, parti d'Alger en avion, en tournée d'inspection, est arrivé hier à Laghouat.

Le comte Czernin, retenu depuis plusieurs jours à Feldkirch, a obtenu l'autorisation de se rendre dans sa propriété d'Autsee.

Situations

Brochure envoyée franco
PIGIER rue de Rivoli, 53. PARIS

LES PREMIÈRES



PETRUCCIO (M. GÉMIER) ET CATHARINA (M^{lle} CÉLIAT), DANS "LA MÈGRE APPROVOISÉE".

(Grosjeu d'après nature, par Tor.)

AU THÉÂTRE ANTOINE

Pour le 303^e anniversaire de Shakespeare, la *Mègre approvoisée*, comédie en trois actes et vingt-cinq tableaux, adaptée par M. G. de La Fouchardière.

La Société Shakespeare, qui avait magnifiquement célébré, il y a juste deux ans, le 301^e anniversaire du poète en jouant le *Marchand de Venise*, n'a pas fêté moins dignement la même date, cette année. M. Gémier a monté, peut-être avec un moins grand luxe, la *Mègre approvoisée*. Entre le deuxième et le troisième acte, il a prononcé quelques paroles pour s'excuser de la modestie des décors et des costumes ; mais le public était déjà conquis. M. Gémier n'a pas besoin de nous dire que la Société Shakespeare ne roule pas sur l'or et qu'il n'est pas lui-même, au théâtre, un nouveau riche. Nous le savons, et c'est bien pourquoi nous applaudissons de tout cœur la Société Shakespeare et M. Gémier. Nous ne lui demandons pas de se déshabiller et de nous offrir un spectacle de déshabillé, ni des centaines de petites femmes qui dansent au-dessus de la tête des spectateurs, sur une espèce de pont d'Avignon. Il nous a offert une *Mègre approvoisée*, qui n'a l'air ni d'un musical play ni d'une revue. Nous préférons ce genre de théâtre.

Le choix était heureux. Avouons que le comique des comédies de Shakespeare nous échappe souvent. Nul n'est prophète en son pays, mais on ne fait franchement rire que ses « pays ». M. Gémier a su tirer de la *Mègre approvoisée*, qui n'a l'air ni d'un musical play ni d'une revue. Nous préférons ce genre de théâtre.

« L'interprétation est excellente. M. Gémier a joué Petruccio avec une majesté de prince-sans-rire bien amusante, et Mme Céliat est une mégère qui vaut la peine d'être approvoisée. »

Abel HERMANT.

Les exigences de l'actualité nous obligent à remettre à demain la suite de :

TOUTOUNE ET SON AMOUR

PAR M^{lle} LUCIE DELARUE-MARRDUS

DEVANT LE 3^e CONSEIL DE GUERRE

LES TÉMOINS DE DESOUCHES ONT ÉVOQUÉ LA CONDUITE QU'IL EUT AU FRONT

Toute la première partie de l'audience d'hier fut occupée par les témoins cités à la requête de Desouches.

M. Charles-Emile Collet, parent par alliance de l'ancien accusé, vint dire que Desouches était peu méchant et « facile à rouler ».

« Sa famille, dit-il, compte vingt mobilisés : trois ont été tués ; cinq ont reçu la croix ou la médaille ; les autres, sauf un, ont été cités. Aucun d'eux ne peut croire que Desouches ait fait œuvre antipatriotique. »

M^{re} Lampérière et Carros, avocats à la Cour, ont été les témoins des efforts faits par Desouches pour s'engager dans l'infanterie.

M^{re} Emile Charpentier, avocat à la Cour, a connu Desouches agent de liaison.

« C'était à Verdun, dit-il, dans le secteur de Douaumont, qui était particulièrement bombardé. Desouches y menait la vie de soldat de 2^e classe, ne prenant jamais de repos. Dans nos entretiens nous parlions de tout : art, littérature, excepté de politique. Le « pépère Desouches », comme on l'appelait, a été cité de façon élogieuse ; tous ses camarades ont applaudi à sa citation, et aucun d'eux n'eut le cœur capable d'un acte contre la patrie. »

Desouches, ému jusqu'aux larmes, remercie M^{re} Charpentier d'avoir évoqué ces heures pénibles, qui sont les plus belles qu'il ait vécues.

Un poilu de Verdun

Le témoin suivant s'avance à la barre. Grand, bien bâti, il déclare ses noms : Pierre Barbet.

M^{re} Aubépin le présente au conseil par cette formule :

« Quatre fois blessé, cinq citations, médaille militaire. »

Et très simplement M. Barbet évoque les souffrances, les fatigues, les dangers qu'il partagea avec Desouches du côté de Bezonvaux. Ils firent connaissance au bois des Caucières. Le temps était épouvantable.

« En voyant passer ce vieux, je fus surpris, dit M. Barbet ; je lui demandai : « Que viens-tu faire ici ? » — « Mon devoir, comme les autres », me répondit Desouches. »

En terminant sa déposition, le témoin dit :

« Je ne viendrais pas défendre ici un bandit. Mais, au nom des camarades qui l'ont connu au front, je viens dire qu'aucun d'eux ne croit à la

